

OPINION

L'invité

À quand un vrai débat sur les éoliennes?

L'énergie renouvelable a le vent en poupe. Mais pour certains, elle ne doit pas s'imposer à n'importe quel prix.

L'invité **Jean-Marc Blanc** - Secrétaire général de Paysage-Libre Vaud

Publié aujourd'hui à 06h43



Écoutez cet article:



 00:00 / 03:37 1X

[BotTalk](#)

Depuis des dizaines d'années qu'elles existent, il n'y a jamais eu de débat ouvert sur la question des éoliennes dans notre pays. «La Suisse a besoin d'électricité et tous les moyens sont bons pour y parvenir, y compris les éoliennes industrielles.» Dans les années 90, c'est l'argument simpliste qui a ouvert la brèche lorsqu'une poignée d'ingénieurs, impressionnés par les éoliennes qui commençaient à fleurir dans les mornes plaines des abords de la mer du Nord, y virent une opportunité exceptionnelle d'obtenir des subventions pour leurs affaires.

De façon feutrée et sans rien demander à personne, ces «pionniers» entreprirent de convaincre d'autres ingénieurs et entreprises du secteur énergétique qui n'en demandaient pas tant. Alors autoproclamés «experts», ils décidèrent de catéchiser progressivement des services fédéraux, des partis politiques et des financiers pouvant être concernés par l'énergie. Avec maestria, ils surent alors créer un puissant réseau de lobbying horizontal et vertical dont l'un des aboutissements les plus accomplis prit le nom de Suisse Eole, association largement financée par les subventions de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN).

La suite est connue: honteusement exploité en termes de communication*, l'accident de Fukushima a semé la panique parmi de nombreux dirigeants politiques et chez une conseillère fédérale d'une naïveté effarante. Les émotions finirent par accoucher d'une stratégie énergétique 2050 (SE 2050) qui allait notamment propulser les nouvelles énergies renouvelables et brider le nucléaire. Celle-ci fut acceptée en votation dans la fébrilité tremblante de l'année 2017.

Comme la précipitation est mauvaise conseillère, il apparut très vite que la SE 2050 partait rapidement en vrille faute d'avoir pu être préparée sereinement. Les projets éoliens, qui en étaient l'un des piliers, se heurtèrent à des difficultés matérielles et à de farouches oppositions allant fréquemment jusqu'aux plus hautes instances juridiques. En ajoutant les conséquences du Covid-19 et de la guerre en Ukraine, les choses s'aggravèrent rapidement et la SE 2050 poursuivit sa chute inexorable.

Mépris de l'environnement

Il fallait donc agir, et ce sont les autorités qui s'en sont chargées, en privilégiant encore et toujours les renouvelables au mépris de l'environnement et des paysages: nouvelles lois, nouvelles contraintes, accélération, sous l'œil impassible ou complice des ONG environnementales. Aujourd'hui, c'en est trop: alors qu'en Europe, l'industrie des éoliennes connaît de graves difficultés, nos autorités veulent en construire en forêt et priver les communes de leurs droits de regard sur les projets éoliens, contrairement à toutes les promesses qui avaient été faites.

Deux initiatives ont été lancées par Paysage Libre Suisse pour contrer cette folie furieuse: l'une pour sauver les forêts et l'autre pour préserver la démocratie directe dans les communes. Il faut les signer pour que le débat ait enfin lieu et que le peuple puisse décider en connaissance de cause.

* Notamment la confusion soigneusement entretenue entre les 15'000 victimes du tsunami et les zéro victimes de la centrale nu-

cléaire de Fukushima.

—

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)